

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Covid-19 : Julien Nkoghe Bekale de la République

**L'AUDITORIUM** de l'immeuble Arambo a fait salle comble hier. La classe politique a répondu à l'appel du Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale. Ce dernier, accompagné de plusieurs membres de son gouvernement, a entretenu les acteurs politiques présents sur le "Plan national de prévention et de riposte contre le Coronavirus encore appelé Covid-19". Non sans en appeler à la mise en place d'une "Union sacrée de la République".

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

"**T**AIRE les ego et querelles" pour faire face à ce qu'il est désormais convenu d'appeler une "urgence nationale", le Covid-19. C'est ce qui ressort du discours, hier à l'auditorium de l'immeuble Arambo, du Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale devant les responsables des partis politiques. Loin d'être une plaisanterie, le Covid-19 constitue une menace pour le Gabon. Après le Cameroun voisin qui a enregistré deux cas, la République démocratique du Congo (RDC) vient d'enregistrer son patient zéro. C'est dire que la menace est bel et bien réelle, mais surtout présente aux portes du pays.

Pour le patron de l'administration gabonaise, la classe politique doit impérativement se mobiliser. "Il existe des moments dans la vie d'une Nation qui exigent que ses enfants se retrouvent ensemble pour échanger, dialoguer et se concerter lorsque cette Nation doit faire face à une menace visible ou invisible, intérieure ou extérieure, réelle ou potentielle".

Parti de Wuhan en Chine, ce virus est désormais une pandémie mondiale. En attestent les données alarmantes, rendues publiques par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Selon cet organisme onusien, à ce jour, près de 115 mille personnes sont contaminées à travers le monde. Dans la même foulée, plus de 5 mille décès ont été enregistrés dans 97 pays dont 10 en Afrique. "Le Coronavirus et ses signes distinctifs, constituent une menace sérieuse qui plane sur notre pays", a-t-il martelé. Avant de revenir sur le Conseil présidentiel du 7 mars dernier, dirigé par Ali Bongo Ondimba en per-

sonne. Conclave au sortir duquel le numéro 1 gabonais a instruit le Premier ministre de faire le point des mesures de prévention et de riposte prises par la classe politique. "Depuis mi-décembre 2019, dès les premières alertes de l'OMS et sur les très hautes instructions du

«Il existe des moments dans la vie d'une Nation qui exigent que ses enfants se retrouvent ensemble pour échanger, dialoguer et se concerter lorsque cette Nation doit faire face à une menace visible ou invisible, intérieure ou extérieure, réelle ou potentielle».

chef de l'État, le gouvernement a mis en place un Plan national de prévention et de riposte contre une éventuelle épidémie de Coronavirus au Gabon. Doté d'un comité de pilotage, ce plan de prévention sur le volet sanitaire, est déployé à Libreville depuis le mois de janvier 2020, et progressivement mis en œuvre à l'intérieur du pays à travers des sous-commissions techniques provinciales, placées sous l'autorité des gouverneurs. C'est sur la base de ce Plan de prévention et de riposte qu'un rapport journalier est fait au président de la République", a-t-il expliqué aux responsables des formations politiques.

Se voulant rassurant, il n'a pas manqué de souligner : "(...) À ce jour, aucun cas n'a été confirmé positif par les analyses réalisées au laboratoire du CIRMF qui est certifié OMS". C'est pourquoi, les autorités gabonaises ont décidé d'élever le niveau de surveillance. "Bien que notre pays soit encore épargné, vous avez constaté que depuis le 7 mars 2020, le chef de l'État a décidé d'élever le niveau d'alerte, suite à l'accélération de la propagation du virus en Europe et à son arrivée à nos frontières nord. C'est dans ce contexte que le gouvernement s'est résolu à la

fermeture provisoire de l'ensemble des frontières nord, pour sécuriser les populations extrêmement mouvantes dans cette partie du territoire. Il est vrai que cette décision, quelque peu radicale, engendre des désagréments des deux côtés des frontières. Mais gouverner, c'est prévoir et mieux vaut prévenir que guérir", soutient Julien Nkoghe Bekale.

Tout en revenant sur l'importance des leaders politiques, véritables relais d'information au sein de leurs structures, le locataire du 2-Décembre a exhorté ses hôtes à s'associer au gouvernement dans la lutte contre le Covid-19. "C'est pourquoi, sans céder à la panique face à cette menace mondiale, le gouvernement lance un appel patriotique pour former l'Union sacrée de la République. Il nous faut, en ce moment particulier de la vie de notre Nation, taire nos ego, nos querelles, et nos postures, afin de s'unir en fraternité, se rassembler, se mobiliser pour préserver notre cher pays de cette grande menace", a-t-il conclu.



Julien Nkoghe Bekale, accompagné des certains ministres, sollicite la



# lance un appel à l'union sacrée

## Un goût d'inachevé...

ONDOUBA'NTSIBAH  
Libreville/Gabon

À la publication du communiqué relatif à la rencontre d'hier, entre le Premier ministre et les responsables des partis politiques, chacun est allé de son commentaire. Et pour cause, le gouvernement s'est gardé de préciser l'ordre du jour de cette rencontre. D'aucuns pensent, à tort ou à raison, que cela a été une erreur. Qu'à cela ne tienne, de nombreuses formations politiques ont répondu à l'invitation de Julien Nkoghe Bekale. D'autres, condamnant la forme, ont plutôt dit non. À entendre le chef du gouvernement, son initiative visait à livrer quatre messages. Entre autres : rassurer ses compatriotes et les personnes vivant sur notre territoire, quant aux efforts du gouvernement face au Covid-19; demander aux acteurs politiques, en leur qualité de leaders d'opinion, "d'informer, sensibiliser, diffuser les informations utiles, faire preuve de pédagogie auprès de nos compatriotes afin qu'ils adoptent les bonnes attitudes". Pour nombre d'acteurs politiques présents, le chef du gouverne-



Photo : F. M. MOMBO

**Premier Ministre, Julien Nkoghe Bekale face aux responsables des partis politiques.**

ment n'a pas choisi le bon format pour aborder la problématique du coronavirus avec les acteurs politiques. Cela en dépit du caractère préoccupant du sujet. D'aucuns ont même déploré le manque d'échanges entre les deux parties. Le PM ayant été curieusement le seul intervenant programmé. Certains partis, comme l'Union nationale, ayant

accepté de réagir à cette communication, ont exprimé leur "étonnement" quant à l'absence du ministre de la Santé et d'autres experts de son administration. Selon eux, ces derniers auraient dû "apporter plus de détails" sur la pandémie et les mesures prises pour y faire face. Par rapport à la sensibilisation prônée par le chef du gouvernement, certains acteurs politiques sont restés sur leur faim. Ils se demandent notamment comment la mener et avec quels moyens ? Un aspect oublié (ou évité) par le Premier ministre. Ce qui pourrait compromettre les chances de succès de sa communication.



**Mise en place d'une «Union sacrée de la République» face au Covid-19.**

## L'union sacrée : tant de questions

Serge A. MOUSSADJI  
Libreville/Gabon

HIER, le Premier ministre Julien Nkoghe Bekale a demandé aux partis politiques une "Union sacrée de la République" à cause du coronavirus. Si pour le moment, le Gabon n'a encore détecté aucun cas, et que la prévention est de mise, il reste juste à savoir si cet appel va être suivi. En effet, dès l'annonce de cette déclaration, les interrogations ont fusé. D'abord, sur le format utilisé pour communiquer. Était-il vraiment le bon ? Puisqu'il n'a finalement pas permis de faire taire les questions. Cette séance aurait normalement dû permettre aux acteurs politiques d'obtenir des réponses plus approfondies sur les capacités de l'État dans la riposte contre

le Covid-19. Comme sur ses effets négatifs pour l'économie du pays.

L'autre interrogation est de savoir qui prendra en charge les campagnes de sensibilisation qui seront menées par les partis politiques.

contingence plus en profondeur ; et les autres les mesures qui pourraient être prises suite à la baisse des cours du pétrole. C'était, en somme, l'occasion d'obtenir

cette union sacrée tant recherchée. Même s'il ne faut pas oublier que des partis politiques auraient cherché à aborder d'autres sujets. Mais un simple rappel à l'ordre aurait sans aucun doute suffi. Au lieu de cela, l'idée d'une récupération politique, par les formations politiques absentes, liée à la présence du Covid-19 dans les pays frontaliers, n'a pas été écartée. L'autre interrogation est de savoir qui prendra en charge les campagnes de sensibilisation qui seront menées par les partis politiques. Car ceci nécessite des flyers, des dépliants, des moyens visuels, des agents de santé, etc., pour expliquer les bons gestes ou informer sur les spécificités du virus. Les partis sollicités en ont-ils les moyens ? Rien n'est moins sûr.



Photo : F. M. MOMBO